

Qu Xing*

LA DIPLOMATIE CHINOISE DANS UN MONDE INSTABLE

L'année 2012 vient de prendre fin. Rétrospectivement, la situation internationale cette année-là présentait quatre caractéristiques : l'Asie occidentale et l'Afrique du Nord demeuraient chaotiques, le taux de croissance de l'économie mondiale restait en berne, les relations entre les grandes puissances étaient stables, mais non sans incertitudes ; des tensions se sont fait sentir à la périphérie de la Chine, mais aucune grave perturbation n'a été relevée au niveau des relations internationales.

I - Asie occidentale et Afrique du Nord souffrent toujours d'un chaos de longue date

L'évolution de la situation en Asie orientale et en Afrique du Nord s'avéra bien différente des attentes de beaucoup d'observateurs. Au début des troubles, de nombreux analystes internationaux croyaient que le renversement de quelques dictateurs dans certains de ces pays signifierait que la démocratie multipartite allait bientôt prendre racine dans le sol arabe ; le suffrage universel permettrait de relâcher la pression sociale, et les pays concernés passeraient bientôt du désordre à l'ordre. Cependant, plus de deux ans plus tard, le « printemps arabe » n'a pas apporté le type de changements souhaités par les observateurs des transformations actuelles des systèmes politiques d'Asie orientale et d'Afrique du Nord. Les gens avaient au contraire de plus en plus nettement l'impression que les turbulences régionales s'approfondissaient ; les forces extrémistes prenaient de l'ampleur ; les activités terroristes se déployaient ; de profondes contradictions continuaient de fermenter et la situation économique ne faisait que se détériorer. La crise syrienne s'éternise ; les forces islamiques se renforcent ; la sécurité s'est détériorée autour d'Israël, et aucun progrès substantiel n'a été accompli dans les négociations nucléaires avec l'Iran.

* Qu Xing, professeur et diplomate, est Président de l'Institut chinois d'études internationales – CIIS.

(A) Crise prolongée en Syrie

Les troubles en Syrie duraient depuis plus d'un an, et la capacité de Bachar al-Assad à maintenir son pouvoir a dépassé les attentes. Les sanctions européennes et américaines ont rendu l'économie syrienne insoutenable ; le mécontentement des populations s'est exprimé de plus en plus fortement ; le Premier ministre a quitté son poste et certains responsables de la sécurité ont été tués, mais la mutinerie en masse de l'armée ainsi que la défection d'un grand nombre de hauts fonctionnaires n'ont pas produit d' « effet domino ». Au contraire, les forces militaires gouvernementales ont continué à jouir d'un avantage absolu sur les forces rebelles. Les dirigeants américains et européens avaient tenté à plusieurs reprises, et de manière très médiatisée, de forcer Bachar à démissionner et avaient ouvertement ou secrètement fourni leur assistance aux rebelles syriens ; or, compte tenu des leçons tirées des guerres en Irak et en Libye et parce qu'on craignait qu'Al-Qaïda et les forces extrémistes islamiques, alors en pleine débandade, pourraient reprendre de la vigueur – outre que les imminentes élections présidentielles dans leur propres pays leur imposaient une grande retenue – ces dirigeants n'ont pas pu se résoudre à intervenir militairement en Syrie. Par conséquent, il faudra encore beaucoup de temps à l'opposition pour renverser Bachar au moyen de la lutte armée.

Les initiatives visant à « consolider » l'opposition sont restées sans effet. Les États-Unis et l'Union européenne (UE) ont intensifié leurs efforts pour intégrer les groupes syriens d'opposition, afin de les aider à rassembler leurs factions politiques et unifier leurs forces armées. Les États-Unis ont ouvertement abandonné le Conseil National Syrien (CNS), principalement composé d'exilés à l'étranger et antérieurement soutenu par les États-Unis. Le 31 Octobre 2012, la secrétaire d'État américaine Hillary Clinton a publiquement déclaré que les États-Unis « indiquaient sans ambiguïté que le SNC ne pouvait plus être considéré comme le chef évident de l'opposition. Il peut faire partie d'une plus large opposition, mais cette opposition doit comprendre des gens issus de l'intérieur de la Syrie ainsi que d'autres dont la voix, légitime, méritait d'être entendue. Cette opposition ne pouvait être représentée par des gens présentant de nombreuses qualités, mais qui, dans de nombreux cas, n'habitaient plus en Syrie depuis 20, 30, voire 40 ans. » Hillary Clinton a également lancé un avertissement : « Nous recevons des rapports inquiétants : des extrémistes vont en Syrie et tentent de récupérer ce qui fut une révolution légitime », et « nous avons également besoin d'une opposition qui aura apporté la preuve d'une vive résistance à l'encontre des efforts déployés par les extrémistes en vue de détourner la révolution syrienne. » À Doha, au Qatar, un certain nombre de groupes faisant partie de l'opposition syrienne ont annoncé le 11

novembre la création de la Coalition Nationale pour la Révolution Syrienne et les Forces d'Opposition ; les États-Unis, la Turquie et d'autres pays, ainsi que la Ligue arabe, le Conseil de Coopération du Golfe (CCG), outre d'autres organisations régionales, ont immédiatement annoncé leur reconnaissance de cette Coalition Nationale. Le 28 Janvier 2013, la France a accueilli une conférence internationale à Paris, en présence de hauts fonctionnaires représentant plus de 50 pays, régions et organisations internationales, destinée à soutenir la Coalition Nationale. Jusqu'à présent, l'opposition syrienne est apparue unie, mais elle était en fait divisée ; les forces armées n'avaient pas encore pu être consolidées, et la situation sur le champ de bataille n'avait pas sensiblement changé.

Un dialogue politique inclusif semblait toujours irréalisable. La communauté internationale a poursuivi ses efforts visant à promouvoir un règlement politique de la question syrienne et éviter une plus grande catastrophe humanitaire – inévitable si devait éclater une guerre interventionniste menée par les forces étrangères. Après avoir opposé leur veto à la résolution du Conseil de sécurité d'Octobre 2011 – qui risquait de déboucher sur une intervention militaire étrangère, Russie et Chine ont de nouveau recouru à leur droit de veto au Conseil de sécurité en février et juillet 2012, offrant ainsi une dernière chance d'un règlement politique de la question syrienne. La Chine a présenté une proposition en six points pour une solution non militaire de cette question, et dépêché un certain nombre d'envoyés spéciaux avec mission de bons offices au Moyen-Orient ; elle a également contribué aux bons offices de Kofi Annan, l'envoyé spécial missionné conjointement en Syrie par l'ONU et la Ligue arabe, dont le plan en six points avait largement emprunté à la proposition chinoise. En juin, le Groupe d'Action pour la Syrie, créé à l'initiative de Kofi Annan, a convoqué à Genève une réunion en présence des ministres des Affaires étrangères des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, de la Turquie, de l'Irak et du Qatar, ainsi que le Secrétaire général de l'ONU, le Secrétaire général de la Ligue des États arabes et le Haut Représentant de l'UE pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité. Lors de cette réunion, le ministre chinois des Affaires étrangères, Yang Jiechi, a présenté une nouvelle proposition. Après la réunion, le Groupe a publié un communiqué soutenant le « plan de paix en six points » d'Annan, et ses membres se sont également entendus sur un ensemble de principes et de lignes directrices en vue d'une transition conduite par la Syrie – dont la mise en place d'un organe gouvernemental de transition. Cependant, les principes de la déclaration sont restés lettre morte et un dialogue politique inclusif entre factions syriennes semblait impossible en raison de leurs différentes interprétations d'une question essentielle : l'organe de transition de tutelle doit-il inclure le gouvernement syrien de Bachar al-Assad ?

(B) Regain de l'influence islamique

C'est le Mouvement pour la Renaissance Islamique qui a le plus bénéficié de l'instabilité politique en Asie occidentale et en Afrique du Nord. Ce mouvement de renouveau a fait sa première percée en Tunisie. Après le départ du président tunisien Ben Ali en mars 2011, le Mouvement Ennahda (Parti du Mouvement de la renaissance islamique en Tunisie) a été officiellement enregistré comme parti politique légal. En octobre de la même année, le mouvement Ennahda a obtenu 41 % des voix aux élections de l'Assemblée constituante en Tunisie et est devenu le parti principal au Parlement. En décembre, ce parti a réussi à former un gouvernement et a commencé à prendre le contrôle des affaires nationales. Presque au même moment, le Parti Justice et Développement au Maroc, parti islamiste modéré, a pour la première fois remporté les élections législatives. En janvier 2012, son secrétaire général, Abdelilah Benkirane, a formé un nouveau gouvernement et commencé à diriger le pays. En juillet 2012, la Libye a tenu ses premières élections parlementaires de ces 40 dernières années. Alors que le Parti de la Justice et de la Construction, branche politique des Frères musulmans libyens, échouait à devenir le plus grand parti au Parlement, il eut un impact énorme sur la direction des élections. Avant celles-ci, les représentants du Conseil National de Transition libyen a déclaré à plusieurs reprises que la charia, tant comme religion que comme loi, devrait être le fondement principal de la législation libyenne, sans faire l'objet d'un référendum », et que « toute loi contraire à la charia serait nulle et non avenue. » Cette promotion vigoureuse de la charia s'est avérée un facteur décisif en faveur de la coalition des partis politiques libyens laïques – qui ont remporté ces élections. En janvier 2012, les Frères musulmans d'Égypte ont remporté les élections législatives, et plus tard, en juin, le Parti de la Liberté et de la justice, aile politique des Frères musulmans, a remporté l'élection présidentielle ; le chef de ce parti, Mohamed Morsi, fut élu à la présidence de l'Égypte. Toute l'année 2012 a été marquée par des conflits politiques entraînant de lourdes pertes suite aux affrontements survenus lors des manifestations de rue en Égypte, et la crise eut pour causes principale la lutte pour le pouvoir que se sont livrés les Frères musulmans et les forces laïques.

Dans ce contexte de renaissance islamique, la colère populaire se fit plus intense contre la profanation des musulmans. En février 2012, les troupes américaines en Afghanistan ont brûlé un tas d'ordures dans lesquelles se trouvait une copie du Coran, déclenchant une vague de protestations dans tout l'Afghanistan : des bases militaires américaines, l'ambassade américaine et les principaux organismes gouvernementaux afghans se sont retrouvés en état de siège. L'ambassade américaine a été contrainte de fermer, tandis que l'OTAN a dû rappeler tout son personnel en Afghanistan.

Ces cinq jours de manifestations ont fait plus de 200 victimes, dont quatre soldats américains tués. Le président américain Barack Obama, le secrétaire à la Défense Panetta, la secrétaire d'État américaine Hillary Clinton et le commandant des troupes américaines et de l'OTAN en Afghanistan, le général John Allen R., ont présenté des excuses officielles à l'Afghanistan, mais le calme ainsi retrouvé ne fut que temporaire. En septembre, a été montré aux États-Unis un film considéré comme insultant à l'égard du prophète musulman Mahomet, déclenchant des vagues de protestations dans plus de vingt pays à travers le monde – et faisant des centaines de morts et de blessés. Ces protestations sont d'ailleurs devenues encore plus énergiques et violentes en Libye, Égypte, Tunisie et au Yémen, appelé « pays en transition ». Le 11 septembre, journée de grande importance symbolique, le consulat général américain à Benghazi, en Libye, a été attaqué et J. Christopher Stevenson, ambassadeur américain en Libye, ainsi que trois autres employés de l'ambassade furent immédiatement abattus, incident rare dans l'histoire des relations étrangères américaines. La secrétaire d'État américaine Hillary Clinton s'est exclamée : « Comment cela a-t-il pu arriver, dans un pays que nous avons contribué à libérer, et dans une ville que nous avons sauvée de la destruction ? »

(C) Détérioration de la sécurité autour d'Israël

La sécurité d'Israël est un facteur important pour l'élaboration de la politique américaine et européenne au Moyen-Orient. D'un point de vue idéologique, Israël aurait applaudi au « printemps arabe » et à la transformation de l'Asie occidentale et de l'Afrique du Nord. Cependant, l'Etat hébreu a gardé un « silence stratégique » à l'égard du « printemps arabe ». Ce pays craignait en effet que les changements dans le monde arabe conduisent à des troubles dans de nombreux pays voisins. En 2012, des tensions sont apparues dans des régions essentielles à la sécurité d'Israël, comme la péninsule du Sinaï, la bande de Gaza, le Golan et le Liban.

Le rôle de la péninsule du Sinaï comme zone tampon de sécurité a été affaibli. Le soulèvement en Égypte a réduit le contrôle gouvernemental sur la péninsule du Sinaï. En août 2011, des militants, infiltrés dans la ville côtière israélienne d'Eilat en passant par la péninsule du Sinaï, ont tué huit Israéliens. En août 2012, un autre groupe de militants égyptiens a attaqué des installations de contrôle des frontières le long de la péninsule du Sinaï et, après avoir tué 16 gardes-frontières égyptiens, a tenté de traverser la frontière pour attaquer Israël ; il a été cependant repoussé du côté israélien. Israël a dû accepter la décision du gouvernement égyptien d'augmenter le nombre de ses troupes dans la péninsule du Sinaï en vue de renforcer la défense des frontières égyptiennes, mais ce déploiement de

chairs sur la péninsule de Sinaï, côté égyptien, allait changer la nature de cette péninsule, en perdant de ce fait son statut de zone démilitarisée.

Des conflits armés ont éclaté de nouveau dans la bande de Gaza. Avec l'affaiblissement du contrôle du gouvernement égyptien sur le Sinaï, le Mouvement de la Résistance Islamique Palestinienne (Hamas) dans la bande de Gaza a trouvé d'autres sources d'approvisionnement en armes, et le nombre de roquettes tirées depuis Gaza sur le sud d'Israël a doublé. En novembre, Israël a lancé une offensive militaire contre la bande de Gaza, sous le nom d'« Opération Pilier de la Défense ». Huit jours plus tard seulement, les forces israéliennes ont lancé des frappes aériennes sur 1500 cibles à Gaza, faisant plus de 130 morts Palestiniens et plus de 1100 blessés. Pendant ce temps, le Hamas a tiré plus de 1500 roquettes sur Israël, et 420 d'entre elles ont été interceptées par le « Dôme de Fer », le système de défense antimissile israélien ; cependant, cinq victimes israéliennes supplémentaires ont été déplorées, outre de nombreux autres blessés.

Pour la première fois en près de quarante ans, le plateau du Golan a subi des bombardements. La guerre civile syrienne a eu un impact sur le plateau du Golan, placé sous contrôle israélien. En novembre 2012, l'artillerie syrienne a frappé à deux reprises un poste de l'armée israélienne installé dans le Golan, et l'armée israélienne a tiré des coups de semonce contre les positions d'artillerie syriennes. Le conflit ne fut que de faible ampleur et sans victimes à déplorer, mais ce fut la première fois en quarante ans que les armées syriennes et israéliennes échangeaient des tirs sur le plateau du Golan. L'opposition syrienne vise à renverser le gouvernement Bachar, mais elle a en même temps choisi de « mettre en garde » Israël « contre toute intervention dans la guerre civile syrienne ». En mars 2013, 21 observateurs de l'ONU sur la partie syrienne du Golan ont été pris en otage par les « Martyrs de Yarmouk », un groupe de rebelles syriens. Ce fut aussi la première fois en quarante ans que ce genre d'actions se produisait sur le plateau du Golan.

Le Hezbollah libanais a désormais plus de chances d'acquérir des armes sophistiquées. En février 2012, les missions diplomatiques israéliennes et leurs personnels en Inde, Géorgie et Thaïlande ont subi des bombardements. En juillet, des dizaines de touristes israéliens ont été tués ou blessés dans l'explosion d'un bus en Bulgarie, et Israël a accusé le Hezbollah d'implication dans cette agression. Après les attentats du Sinaï en août, les dirigeants du Hezbollah ont déclaré qu'Israël « est une menace pour la sécurité et la stabilité régionales ». En octobre, des drones du Hezbollah de fabrication iranienne ont pénétré l'espace aérien israélien et ont été abattu par l'armée israélienne ; les dirigeants du Hezbollah ont déclaré que « si Israël attaque le Liban, des milliers de roquettes seront tirées sur Tel-Aviv et d'autres villes israéliennes ». D'où une exacerbation

brutale des relations déjà tendues entre Israël et le Hezbollah. En janvier 2013, l'agence de renseignement israélienne a révélé que des agents du Hezbollah ont été formés dans un centre de recherche d'armes chimiques en Syrie et qu'un convoi de camions allait livrer au Liban des missiles de fabrication russe. Un cauchemar était en train de se réaliser : des armes ultramodernes syriennes allaient tomber aux mains du Hezbollah. Le 30 janvier, des avions militaires israéliens pénétrèrent le territoire syrien et détruisirent le centre de recherche ainsi que le convoi. Lors du Forum économique mondial de Davos, le Vice-Premier ministre israélien et le ministre de la Défense Ehud Barak ont déclaré publiquement qu'Israël ne tolérerait pas la prolifération d'armes de destruction massive au Liban.

(D) Aucun progrès substantiel dans les négociations nucléaires avec l'Iran

Les pourparlers entre l'Iran et le P5 + 1 (les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies, plus l'Allemagne) au sujet du programme nucléaire iranien sont suspendus depuis janvier 2011 ; États-Unis et Europe ont continué de renforcer leurs sanctions contre l'Iran au cours de cette période. Le *National Defense Authorization Act* américain de 2012 stipule que les institutions financières étrangères qui se livrent à des transactions avec la Banque centrale d'Iran pour le commerce du pétrole seront expulsées du marché américain. L'UE a annoncé une cessation complète de ses importations de pétrole iranien à partir du 1er juillet, 2012. Les sanctions européennes et américaines ont eu un impact sérieux sur l'économie iranienne, et les exportations de pétrole iranien ont plongé de 40 % au premier semestre 2012.

Les pourparlers entre l'Iran et le P5+1 n'ont été qu'épisodiques. En avril 2012, les discussions ont repris à Istanbul, et les États-Unis ont déclaré qu'il s'agissait de « la dernière chance de voir une solution pacifique à la question nucléaire iranienne ». En mai et juin, deux séries d'entretiens eurent lieu à Bagdad et Moscou. Les pourparlers d'Istanbul avaient pour but de remettre les compteurs à zéro quant aux efforts diplomatiques concernant le dossier nucléaire iranien, alors que les pourparlers à Bagdad ont vu les deux côtés apporter des propositions concrètes ; pendant ce temps, lors de la réunion du groupe à Moscou, il a été décidé de mettre en place un groupe d'experts pour examiner les propositions de toutes les parties. L'atmosphère des pourparlers était bonne, et l'humeur de l'opinion publique se changea soudain en grand optimisme. Cependant, après trois rounds de négociations, les parties ont constaté que leurs différends restaient intacts. Les États-Unis et l'Europe ont continué à exiger que l'Iran cesse complètement ses efforts d'enrichissement d'uranium à 20 % ; qu'il ferme définitivement ses installations nucléaires souterraines de Fordo, et

que ses presque 200 kg d'uranium enrichi à 20 % quittent le territoire iranien. L'Iran a répété qu'il n'avait aucune intention d'engager le développement d'armes nucléaires ; il a insisté pour ne pas être privé de son droit à l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire ; a exigé que la communauté internationale lui garantisse de couvrir ses besoins en uranium enrichi à 20 % si elle voulait que l'Iran cesse sa propre production de ce type d'uranium ; en outre, l'Occident devrait lever les sanctions contre l'Iran. À la fin d'un des cycles de négociations, force fut de constater que les pourparlers n'avaient pas progressé. Après juin, les parties concernées ne purent même pas se mettre d'accord sur la date de la prochaine série de pourparlers. Les négociations nucléaires avec l'Iran ont de nouveau été interrompues au cours du second semestre 2012.

II - Reprise économique mondiale : l'Arlésienne

(A) Ralentissement économique mondial

Le 18 décembre 2012, le Département des Affaires économiques et sociales de l'ONU a publié son rapport, intitulé *World Economic Situation and Prospects 2013* (Situation mondiale et perspectives économiques pour 2013). Ce rapport souligne que la croissance du produit mondial brut (PMB) ne devrait atteindre que 2,2 % en 2012, soit moins que le taux de croissance de 2,7 % relevé en 2011, et bien au-dessous des 4,0 % en 2010. Le 15 janvier 2013, la Banque mondiale a publié ses Perspectives économiques mondiales (*Global Economic Prospects*, GEP), rapport qui résume ainsi la situation mondiale en termes de croissance économique, de commerce et d'investissements en 2012 : le rapport indique que l'économie mondiale reste fragile, car les pays à revenu élevé souffrent toujours de volatilité et d'une faible croissance ; les pays criblés de dettes souveraines ont sombré dans une aggravation de leur récession, tandis que la croissance des pays en développement et des économies en transition a de toute évidence augmenté à un rythme plus lent. La croissance du commerce mondial a continué de baisser, passant de 12,6 % en 2010 à 6,4 % en 2011, et elle a encore baissé pour n'atteindre que 3,2 % en 2012. Les flux de capitaux privés vers les pays en développement et les économies en transition sont passés de 525 milliards de dollars en 2010 à 425 mds en 2011, et ont décliné encore pour atteindre 206 mds en 2012, soit une baisse annuelle de plus de 50 %. Les données provenant d'institutions internationales autorisées ont montré que, si l'économie mondiale en est encore à se rétablir de la crise financière de 2008, les caractéristiques de l'économie mondiale en 2012 présentent un manque de résilience, une faible dynamique de croissance et même quelques cas de récession.

(B) Récession dans les pays développés

En octobre 2012, le FMI a publié un rapport ramenant les perspectives de croissance économique mondiale à la baisse en 2012, passant de 3,5 à 3,3 %, son plus bas niveau depuis 2009. Selon le rapport de la Banque mondiale en janvier 2013, le taux de croissance moyen des pays développés en 2012 n'était que de 1,1 %. L'économie américaine a progressé de 2 % au premier trimestre 2012, soit une baisse de 1 % d'un trimestre à l'autre ; en hausse de 1,3 % au deuxième trimestre, elle fut ensuite en baisse de 0,7 % par trimestre. Sous l'effet de la troisième série d'assouplissements quantitatifs, la croissance économique a rebondi à 2,7 % au troisième trimestre, soit une augmentation de trimestre à trimestre de 1,4 %. Tout au long de l'année, l'économie américaine a fluctué avec une faible croissance et un niveau de résistance insuffisant. Le taux de croissance annuel était de l'ordre de 2,1 % en 2012, tandis que les perspectives pour 2013 atteignent péniblement les 1,7 %. La croissance de la zone euro est restée à peu près stable au premier trimestre, mais a baissé pendant trois trimestres consécutifs à partir du deuxième trimestre, ce qui pointe une deuxième récession en quatre ans, avec une croissance négative d'année en année de 0,5 %. Les nouveaux États membres ont atteint un taux de croissance de seulement 1,2 %. L'économie japonaise a progressé de 1,3 % au premier trimestre, puis elle s'est contractée de 0,1 % d'un trimestre sur l'autre au deuxième trimestre, et de 0,9 % au troisième. Elle s'est légèrement améliorée au quatrième trimestre et l'année s'est terminée sur une croissance totale de 1,5 %, mais les perspectives pour 2013 se situent autour de 0,6 %.

(C) Aggravation des problèmes structurels dans les trois principales économies occidentales

Après avoir frappé la Grèce et d'autres pays, la crise de la dette européenne a continué à faire des incursions dans la zone centrale de l'Europe : les dettes souveraines de la France, de l'Italie et de l'Espagne ont toutes subi un déclassement par les agences de notation. Pour faire face à ces difficultés, les pays développés ont même choisi de « boire du poison pour étancher leur soif », en introduisant une série de mesures de « *quantitative easing* ». Selon une étude de Morgan Stanley, 7 des 10 pays développés ont pris des mesures d'assouplissement quantitatif en 2012, atteignant des records d'assouplissement quantitatif dans les économies avancées. Selon les estimations de l'OCDE, le ratio moyen dette souveraine / PIB de ses pays membres s'élèverait à 107,6 % à la fin de 2012, et va continuer à augmenter pendant de nombreuses années. Après l'injection de 1000 milliards d'euros lors de deux mesures fin 2011 et début 2012, la BCE a lancé le 6 Septembre le « *Outright Monetary Transactions Scheme* » (plan

de transactions monétaires fermes), et s'est engagée à « l'achat illimité, stérilisé, des obligations » vendues par ses États membres.

Les économies américaine et japonaise ont légèrement rebondi au quatrième trimestre grâce en partie aux effets à court terme de leurs mesures d'assouplissement quantitatif. Après l'introduction d'un cycle illimité de mesures d'assouplissement quantitatif (QE3) sans plafond, le 13 septembre, les États-Unis ont lancé la quatrième série d'assouplissements quantitatifs le 12 décembre, accroissant ainsi la taille existante d'achats d'actifs, et le ratio dette souveraine américaine / PIB dépasserait 110 %. Au Japon, un mois seulement après que la taille des achats d'actifs ait atteint dix trillions de yens le 19 septembre, ces achats ont encore augmenté pour atteindre 11 trillions de yens le 30 octobre. Selon les informations communiquées par l'agence de notation internationale Fitch, le ratio de la dette du Japon atteindrait les 240 % de son PIB. Les pays développés ont rivalisé pour annoncer des mesures d'assouplissement quantitatif, aggravant non seulement leurs propres problèmes économiques structurels, mais faisant aussi courir un risque potentiel énorme à l'économie mondiale.

(D) Ralentissement simultané des économies émergentes

Les mesures d'assouplissement quantitatif prises par les États-Unis, l'Europe et le Japon ont conduit à la hausse des prix des matières premières et au ralentissement du commerce extérieur ; par conséquent les économies émergentes ont le plus souffert en raison de leur dépendance généralement élevée au commerce extérieur. Par rapport aux pays développés, les pays émergents ont continué à bénéficier d'une croissance élevée, mais leur taux de croissance réelle d'année en année a diminué. Selon les données publiées par l'ONU au début de 2013, le taux de la croissance économique chinoise a chuté de 9,2 % en 2011 à 7,7 % en 2012 ; la croissance économique de la Russie est passée à 3,7 % contre 4,3 % antérieurement ; l'économie brésilienne a progressé de 1,3 %, au lieu des 2,7 % l'année précédente ; le taux de croissance de l'économie indienne est tombé à 5,5 % contre 6,9 %, et l'Afrique du Sud a vu son économie croître de 2,7 %, alors qu'elle augmentait auparavant de 4,5 %. Qu'en est-il de la performance économique des pays BRICS en 2012 ? La Chine a connu sa quatrième année de ralentissement économique consécutif, tandis que le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud ont connu trois années consécutives de baisse. L'économie russe a progressé au même rythme en 2011 et en 2010, mais a diminué de 0,6 % en 2012 par rapport à 2011, laissant le pays juste en dessous de la barre fatidique d'une baisse consécutive sur trois ans.

III - Les relations entre les grandes puissances présentent autant de stabilité que d'incertitude

2012 a été une année « d'élections importantes », avec des transferts de pouvoir aux États-Unis, en Russie, en France, en Chine, au Japon, en Corée du Sud et dans d'autres pays. Pendant cette année électorale, ces pays se sont concentrés sur leurs programmes de politique intérieure, et les relations entre les grandes puissances sont restées stables dans l'ensemble. Toutefois, étant donné que les nouveaux gouvernements de ces pays devraient apporter de nouveaux changements à leur diplomatie, les relations entre les grandes puissances seraient empreintes d'une certaine incertitude.

(A) Les transferts de pouvoir en Chine, aux États-Unis et en Russie entraîneraient plus de continuité que de changement

Pendant les élections présidentielles russes de mars 2012, le Premier ministre Vladimir Poutine a sans surprise été élu président, et il a nommé le président sortant Dmitri Medvedev au poste de Premier ministre, transformant ainsi magistralement le duo « Medvedev-Poutine » en duo « Poutine-Medvedev », et permettant ainsi au parti Russie Unie de se maintenir au pouvoir. En novembre, le Parti communiste chinois a tenu son XVIII^e Congrès national et élu un nouveau Comité Central, avec Xi Jinping aux fonctions de Secrétaire général, réalisant ainsi une transition en douceur entre l'ancienne et la nouvelle direction collective du PCC ; l'orientation stratégique, bien installée désormais, de réformes, d'ouverture et de développement pacifique s'en est trouvée consolidée. Ce même mois, les États-Unis ont tenu leurs élections présidentielles quadriennales, et le président sortant, Barack Obama, démocrate, a battu le candidat républicain Mitt Romney. Il a été réélu et est devenu le 45^e Président des États-Unis. Puisque les partis au pouvoir dans ces trois pays y sont demeurés, ils n'ont pas à passer par de nouveaux processus de « rodage » qu'aurait entraîné un changement de partis politiques au pouvoir ; leurs relations peuvent donc continuer à se développer selon les orientations actuelles.

(B) Relations américano-russes : en progrès, malgré quelques heurts

En 2012, l'administration Obama a exhorté le Congrès américain à mettre fin au « *Jackson Vanik Amendement* », offrant ainsi à la Russie le statut de pays bénéficiant de relations commerciales normales et permanentes avec les États-Unis, et elle a exprimé son soutien à l'adhésion complète de la Russie à l'OCDE, levant ainsi les obstacles juridiques au développement des relations économiques et commerciales entre États-Unis et Russie. Des progrès significatifs ont été accomplis dans la coopération américano-russe sur l'exploration pétrolière dans les régions de la mer Noire, l'océan Arctique et la Sibérie. L'élan de coopération économique et

commerciale entre l'Extrême-Orient russe et la côte Pacifique des États-Unis a été accéléré.

Dans le même temps, cependant, les heurts stratégiques américano-russes étaient toujours aussi intenses. En 2012, les États-Unis ont tenté de saisir l'occasion de l'élection présidentielle russe pour provoquer une « révolution des couleurs » en Russie, ce qui ne manqua pas de fâcher Vladimir Poutine. Après avoir remporté l'élection présidentielle, celui-ci a invoqué une « incompatibilité d'emplois du temps » comme excuse pour ignorer le sommet du G8 tenu à Camp David aux États-Unis, et Obama a prétexté le même genre d'excuse pour refuser de participer au sommet de l'APEC tenu à Vladivostok, en Russie. Le Congrès américain a adopté une loi imposant des sanctions sur les fonctionnaires russes pour « violations des droits de l'homme », tandis que la Douma adoptait de son côté une législation interdisant l'adoption d'orphelins russes par les Américains et exigeant que les organisations politiques russes qui acceptent un financement américain pour leurs activités en Russie s'exonèrent des soupçons d'« agents de l'étranger ». En Asie centrale, les États-Unis ont été les instigateurs du retrait de l'Ouzbékistan du Traité de sécurité collective (OTSC), tandis que la Russie incitait le Kirghizistan à déclarer ne pas souhaiter renouveler le bail américain sur la base aérienne de Manas. Lors du Conseil de sécurité des Nations unies, les États-Unis ont acculé la Russie à plusieurs reprises au sujet des résolutions concernant la Syrie, tandis que la Russie, en coordination avec la Chine, n'a pas hésité à opposer son veto contre plusieurs résolutions. Malgré les problèmes de sécurité de la Russie, les États-Unis ont insisté sur la promotion de leur système anti-missile en Europe, tandis que la Russie investissait lourdement pour le développement de ses armes nucléaires et missiles basés en mer ainsi que de ses missiles terrestres à longue portée, afin d'accroître sa dissuasion stratégique en direction des États-Unis. Cela fait vingt ans que l'ancienne Union soviétique s'est effondrée, mais rien ne semble avoir changé quant au fait qu'États-Unis et Russie représentent toujours l'un pour l'autre la plus grave menace stratégique.

(C) Relations sino-américaines : elles s'améliorent mais dans un esprit de suspicion mutuelle

En 2012, les États-Unis ont continué leur politique de « rééquilibrage » de leur stratégie pour tenter de façonner à son avantage la périphérie de la Chine. L'importance des troupes américaines et des armes stationnées dans la région Asie-Pacifique a augmenté de manière significative, autant en qualité qu'en quantité. Les États-Unis ont organisé les exercices militaires « *Pacific Rim-2012* » sur une échelle sans précédent. Ils ont annoncé leur retour sur la base navale de Subic aux Philippines. Les États-Unis ont

considérablement modifié leur politique envers le Myanmar : les sanctions contre ce pays ont été assouplies ; ils ont envoyé leur premier ambassadeur au Myanmar en vingt-deux ans, et le président américain a effectué une visite à ce pays pour la première fois de l'histoire du pays. Si les États-Unis ont accordé tant d'importance au Myanmar, ce n'est pas en raison d'un changement radical de la géopolitique birmane ou de ses conditions de ressources, mais du fait de l'importance accrue du Myanmar au sein de la stratégie américaine, en réponse à la montée en puissance de la Chine. Les États-Unis ont dévoilé de façon de plus en plus évidente où allaient leurs préférences par rapport aux différends concernant les îles d'Asie orientale : ils soutiennent les prétendants en litige avec la Chine, et ajoutent ainsi de l'huile sur le feu de ces différends territoriaux en mer de Chine orientale et en mer de Chine du Sud. Le gouvernement américain s'est à plusieurs reprises opposé à des accords, pourtant normaux, de fusions et acquisitions par des entreprises chinoises installées aux États-Unis, et a souvent été l'instigateur de mesures anti-dumping contre les exportations chinoises vers les États-Unis. Lors de l'élection présidentielle américaine de 2012, la Chine est devenue l'un des sujets récurrents abordés dans les débats présidentiels. Les deux candidats à la présidentielle ont rivalisé pour paraître le plus dur envers la Chine ; Romney affirmant que, s'il était élu, il traiterait immédiatement la Chine de « manipulateur de devises », tandis que M. Obama donnait à la Chine le statut d'« adversaire » autant que celui de « partenaire potentiel ». En outre, les États-Unis ont continué, comme depuis toujours, à interférer dans les affaires intérieures de la Chine sous le prétexte des droits de l'homme et de la démocratie, et ont fait des déclarations impliquant les intérêts vitaux de la Chine, tels que les ventes d'armes américaines à Taiwan et aux forces tibétaines sécessionnistes – en violation des principes réglant les relations sino-américaines. Tout cela montre un manque de confiance mutuelle entre ces deux pays. La politique d'Obama en Chine pendant son second mandat présente donc des zones d'incertitude.

D'autre part, en dépit de toutes ces difficultés, les relations sino-américaines ont fait de réels progrès. Le Vice-Président Xi Jinping a effectué une visite réussie aux États-Unis en février, et les Américains ont fait un accueil favorable à l'une des volontés de la Chine : que des efforts soient engagés pour briser la malédiction historique d'un conflit inévitable entre une puissance en expansion et un pouvoir établi, et que les deux pays devraient s'employer à « construire un nouveau type de relation entre les grandes puissances du XXI^e siècle ». Le quatrième « round » du Dialogue stratégique et économique entre Chine et États-Unis s'est tenu avec succès à Beijing, avec 50 propositions réalisables sur le plan stratégique, et 67 sur le plan économique. Obama s'est abstenu d'accuser la Chine de « manipuler la monnaie » en dépit de la pression des Républicains. Le

Secrétaire à la Défense a annoncé qu'il invitait la Chine à participer aux manœuvres militaires multinationales « *Pacific Rim* » en 2014. Le commerce sino-américain s'est élevé à près de 500 milliards en 2012, soit une hausse d'année en année de 8,2 %, niveau record, et les États-Unis ont éclipsé l'UE comme premier marché d'exportation des produits chinois.

(D) Relations sino-russes : en approfondissement régulier

Le « Partenariat sino-russe stratégique global de coordination » se justifie d'autant plus du fait des pressions stratégiques de l'Amérique sur la Chine et la Russie ainsi que de l'ingérence américaine dans les affaires intérieures des deux pays. Pendant et après l'année de ses campagnes électorales en Russie, Vladimir Poutine a écrit deux fois à la presse pour évoquer l'importance primordiale de la coopération sino-russe. Moins d'un mois après sa prise de fonction, le Président Poutine a effectué une visite d'État en Chine. Lors de sa visite, les deux parties ont publié une déclaration commune et se sont engagées à considérer comme l'une de leurs priorités nationales en politique étrangère de renforcer le « Partenariat sino-russe stratégique global de coordination » fondé sur l'égalité, la confiance et le soutien mutuels, la prospérité commune et une amitié durable. Compte tenu de la réalité politique internationale actuelle, les deux parties sont parvenues à un haut degré de consensus sur un certain nombre de questions ; elles se sont mises d'accord notamment pour s'opposer aux tentatives de modifier et d'interpréter arbitrairement la Charte des Nations Unies et les normes universellement reconnues régissant les relations internationales ; pour explorer le potentiel de leur coopération au sein des Nations Unies, du Groupe des Vingt, des BRICS, et de l'Organisation de coopération de Shanghai ; pour travailler à faire disparaître la mentalité de guerre froide et d'affrontement entre nations et groupes de nations. Les deux parties ont également établi des objectifs ambitieux et réalisables quant à leur coopération. En 2012, la Chine et la Russie se sont engagées dans une coopération efficace au sein du Conseil de sécurité des Nations unies, pour vigoureusement bloquer les résolutions tendant à donner le feu vert à une intervention militaire étrangère en Syrie. Quant à leur coopération économique et commerciale, grâce à une augmentation de 42 % de leurs échanges bilatéraux en 2011, l'année 2012 a connu un accroissement de 20 % du commerce sino-russe, ce qui porte le volume total des échanges à près de 90 milliards de dollars. L'objectif fixé par les chefs d'État des deux pays pour faire passer le commerce bilatéral à 100 milliards de dollars d'ici 2015 pourrait être atteint en 2014, avant la date prévue.

Bien sûr, des problèmes peuvent toujours surgir entre voisins. En juillet 2012, un bateau russe patrouillant à la frontière a ouvert le feu sur un

bateau de pêche chinois et l'a heurté alors qu'il venait de pénétrer dans la zone économique de pêche exclusivement russe. Dans le même mois, les Russes ont arrêté deux bateaux de pêche chinois qui avaient traversé les limites de leur zone de pêche. Ces fréquents incidents au sujet de la pêche ont pointé l'urgente nécessité pour les deux parties de s'attaquer à ce problème structurel. Les deux pays ont tenu des consultations sur les quotas de pêche qui seront offerts par la Russie à la Chine, afin de lui permettre de pêcher dans la zone économique exclusive russe ; sur l'indemnité économique correspondante versée par la Chine à la Russie, et sur la création dans les plus brefs délais d'un mécanisme de coopération en matière d'application du droit maritime et de sécurité. Ceci est un bon exemple de règlement à l'amiable des différends et des incidents, grâce à des efforts de consultation.

(E) Relations entre l'UE et les autres pays : pratiquement stables

En 2012, les échanges commerciaux entre la Chine et l'UE ont régressé de 3,7 % en raison de la récession en Europe, mais leur coopération dans les domaines du développement politique, culturel et urbain s'est approfondie. Au cours de dialogues de haut niveau, les dirigeants chinois et européens ont convenu que le partenariat stratégique global bilatéral entamait une nouvelle étape de son développement, et qu'ils étaient déterminés à « faire du partenariat UE-Chine un modèle de coopération internationale au XXI^e siècle ». En 2012, Chine et UE ont lancé un mécanisme de dialogue de haut niveau lors d'échanges en face à face, et mis en place un « Partenariat pour l'Urbanisation ». Des progrès ont été également accomplis dans la coopération sous-régionale sino-européenne. La Chine et l'UE ont identifié d'autres domaines de coopération accrue et un plus grand nombre de cubes dédiés à la construction de leurs relations bilatérales, pour lui donner les moyens de résister à toutes les mauvaises passes.

Aucun changement dans les relations américano-européennes : ces pays sont tout à la fois des partenaires politiques, des alliés militaires et des concurrents économiques. Des progrès ont été réalisés en termes de coopération américano-européenne de défense antimissile, et l'OTAN a élaboré une nouvelle feuille de route pour le retrait des troupes d'Afghanistan ; mais les États-Unis sont encore restés les « bras croisés » devant l'aggravation de la crise de la dette européenne, et États-Unis et Europe n'ont pas réussi à surmonter leurs divergences sur les moyens accordés à l'OTAN, le partage des dépenses de défense, la gestion de la crise de la dette européenne, etc.

L'Europe est un partenaire important pour la Russie. Poutine, dès son élection à la présidence russe, a rendu d'abord visite à l'Allemagne et à la

France, peu de temps après sa première tournée des pays de la CEI, signe que la politique de Poutine serait de continuer à faire progresser le partenariat de modernisation russo-européen. Cependant, avant les élections présidentielles russes, l'UE s'est associée aux États-Unis pour déclencher un mouvement anti-Poutine en Russie, d'une échelle sans précédent ; ils ont promu le système anti-missile en Europe, en collaboration avec les États-Unis et au mépris des intérêts sécuritaires russes ; ils ont exprimé les préoccupations que suscitait sur le plan stratégique l'intention de Poutine de créer un « Espace Économique Eurasien » ; ils ont indéfiniment retardé l'exemption de visa en faveur des citoyens russes, et ignoré les intérêts russes à l'égard de la Syrie et à propos de l'expansion de l'UE et de l'OTAN. Les dilemmes structurels au niveau des relations euro-russes sont difficiles à résoudre.

Le candidat socialiste français François Hollande a battu le président sortant Nicolas Sarkozy, et a été élu Président. La politique étrangère de Hollande a reflété une caractéristique constante de l'aile gauche française : la France reste à la pointe sur la question syrienne ; elle a été le premier pays à accorder la reconnaissance diplomatique de l'opposition syrienne, et a envoyé un grand nombre de militaires au Mali pour lutter contre les forces extrémistes islamiques. Pour ce qui concerne la gestion de la crise de la dette européenne, François Hollande a proposé lors de sa campagne présidentielle de renégocier l'« alliance financière » européenne, se positionnant en contradiction avec la chancelière allemande Angela Merkel, et suscitant ainsi des préoccupations quant aux relations franco-germaniques. Cependant, le jour de son élection, le Président Hollande a rendu visite à la chancelière Merkel et s'est exprimé en allemand, pour montrer l'importance qu'il attachait à la coopération entre leurs deux pays. La France et l'Allemagne ont trouvé un compromis sur leurs différences d'opinion quant à la gestion de la crise de la dette européenne (l'Allemagne est plus favorable à l'austérité et la France à la croissance), permettant finalement d'aboutir à des décisions pertinentes lors du sommet européen.

IV. Des tensions sont apparues à la périphérie de la Chine, mais sans perturbations majeures des alliances

En 2012, la Chine a connu une série d'évolutions complexes sur sa périphérie, notamment la provocation quasi-simultanée des Philippines, du Vietnam et du Japon sur la question de la souveraineté territoriale de la Chine, ce qui a créé des tensions dans la région. La Chine a pris des mesures efficaces pour contrecarrer résolument les violations par ces pays de sa souveraineté et de ses droits maritimes légitimes, de façon à la fois à renforcer le contrôle effectif des îles et préserver la stabilité régionale.

(A) Défense de la souveraineté territoriale de la Chine sur l'île d'Huangyan

Le 10 avril 2012, les Philippines ont envoyé vers l'île chinoise de Huangyan un navire de guerre transportant des soldats lourdement armés avec mission de harceler les pêcheurs chinois opérant dans les eaux de l'île. Après avoir reçu le signal de détresse lancé par les pêcheurs, le gouvernement chinois a immédiatement envoyé des navires de surveillance maritime dans les eaux de l'île de Huangyan et récupéré les pêcheurs chinois qui étaient illégalement détenus par les Philippines. Les navires de surveillance ont réussi à entrer dans la lagune de l'île Huangyan et les Philippines ont dû retirer leur navire de l'île. Après plus d'un mois de confrontations entre les navires gouvernementaux adverses, l'île Huangyan est restée fermement entre les mains de la Chine. Lorsque les Philippines ont compris qu'ils ne pourraient pas avoir le dessus lors de ces heurts maritimes avec la Chine, ils ont essayé d'exercer des pressions diplomatiques sur la Chine. Fin avril, le ministre philippin des Affaires étrangères et le ministre de la Défense ont rendu visite aux États-Unis et tenu des « consultations bipartites » avec l'Amérique, dans le but d'obtenir des États-Unis qu'ils expriment leur soutien à la cause philippine sur la question de l'île Huangyan. En juillet, les Philippines ont tenté de faire inscrire leur propre position sur l'île Huangyan dans la Déclaration Conjointe des ministres des Affaires étrangères de l'ASEAN, lors d'une rencontre tenue à Phnom Penh. En novembre, les Philippines ont essayé de mettre l'île Huangyan à l'ordre du jour du Sommet de l'Asie. En janvier 2013, les Philippines ont porté la question de l'île Huangyan devant le Tribunal International du Droit Maritime.

La Chine a réagi énergiquement sur le front diplomatique. Le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères a réitéré à plusieurs reprises la position solennelle de la Chine sur l'île Huangyan, indiquant que la Chine souhaite « prévenir » tout acte de provocation de la part des Philippines. Le vice-ministre chinois des Affaires étrangères en charge de ces affaires a convoqué trois fois en un mois le représentant des Philippines en Chine, suite à l'incident survenu à l'île Huangyan, et avisé les Philippines « de ne pas méconnaître la situation et de cesser leur escalade téméraire ». Le vice-ministre des Affaires étrangères a réaffirmé que la Chine est favorable à la consultation diplomatique pour régler la situation actuelle, mais qu'elle avait également engagé « toutes sortes de préparations, au cas où les Philippines provoqueraient une aggravation de la situation. » Dans son discours le 15 mai devant l'Association du Peuple chinois pour l'Amitié avec les Pays Étrangers, le Conseiller d'Etat Dai Bingguo a déclaré que, du fait de son développement rapide, la Chine devait rester modeste et prudente, sans que cela signifie que Pékin doive se

laisser intimider par d'autres capitales. Il a ajouté qu'« un petit pays ne doit pas non plus brimer un grand pays, comme le font les Philippines ». Le ministre des Affaires étrangères Yang Jiechi a déclaré, lors du Forum régional de l'ASEAN le 13 juillet, que « l'envoi d'un navire de guerre philippin dans le but de s'en prendre à des pêcheurs chinois sur le territoire de la Chine a suscité l'intérêt de toute la population et provoqué un profond mécontentement en Chine. La Chine espère que les Philippines vont affronter les réalités factuelles sans provoquer de nouveaux problèmes ». Au Sommet de l'Asie le 21 novembre, le Premier ministre Wen Jiabao a déclaré que l'« île Huangyan fait partie intégrante de la Chine, et qu'elle fait partie de son territoire de façon indiscutable. Les mesures chinoises de sauvegarde de sa souveraineté sont légitimes et nécessaires ».

Les initiatives des Philippines n'ont pas obtenu le soutien de la communauté internationale. La rencontre américano-philippine bipartite qui s'est tenue au plus fort des tensions sur l'île Huangyan a été caractérisée et présentée par les médias philippins comme preuve du soutien des États-Unis aux Philippines, mais du côté américain on a précisé à plusieurs reprises que « les États-Unis soutiennent dans la région ce qui favorise la liberté de navigation ainsi que la paix et la stabilité régionales plutôt que la participation à des conflits territoriaux, et que les États-Unis ne prenaient pas parti sur ces différends territoriaux ». Les ministres des Affaires étrangères de l'ASEAN réunis en juillet préféreraient éviter toute déclaration risquant, par une déclaration commune, de prendre en compte la position des Philippines sur l'île Huangyan, rompant ainsi avec une pratique vieille de vingt ans de la part des ministres des Affaires étrangères de l'ASEAN. Les Philippines ont porté la question de l'île Huangyan devant le Tribunal international du droit de la mer, mais la compétence de ce tribunal concerne les questions de délimitation des frontières maritimes plutôt que les différends territoriaux. Cette initiative des Philippines, désormais invalidée, servait à répondre aux pressions intérieures exercées par son opinion publique ; le Tribunal international du droit maritime n'a pas compétence sur l'affaire mettant en cause la souveraineté de la Chine sur l'île et n'acceptera pas de s'en occuper ; la Chine quant à elle refusera tout arbitrage international sur son propre territoire.

Les contre-mesures prises par la Chine sur l'île Huangyan en 2012 a tourné la page des fréquentes affaires de harcèlement des bateaux de pêche chinois et des pêcheurs dans les eaux de l'île au cours des vingt dernières années. En janvier 2013, l'ancien sous-secrétaire aux Affaires étrangères philippin, Lauro Baja, a reconnu que « lorsque nos navires se sont retirés de *Bajo de Masinloc* (appelée l'île Huangyan par les Chinois) en juin et maintenant (nous) ne pouvions pas accéder à cette zone, et ce banc de poissons s'est retrouvé sous occupation virtuelle (contrôle) de la Chine ».

Le secrétaire aux Affaires étrangères philippin Albert del Rosario a confirmé ses revendications sur Baja.

La provocation des Philippines a déclenché des contre-mesures de la part de la Chine et la coopération économique bilatérale ainsi que les échanges de personnels ne sont pas à l'abri des effets de ces mesures, mais il n'y pas eu de conflit armé entre la Chine et les Philippines, et les missions diplomatiques de ces deux pays fonctionnent encore, et les liens et échanges entre ces deux pays sont pérennes.

(B) Contre-mesures à l'encontre de la législation maritime du Vietnam – en violation de la souveraineté chinoise

La Chine a sollicité le Vietnam à plusieurs reprises, rappelant que sa législation maritime nationale ne doit pas porter atteinte à la souveraineté de la Chine. Or, le 21 juin 2012, l'Assemblée nationale vietnamienne a adopté le « Droit Maritime Vietnamien », qui prescrit que les îles chinoises Xisha et Nansha en mer de Chine du Sud font partie de la « souveraineté » et de la « juridiction » vietnamiennes. Le même jour, le ministère chinois des Affaires étrangères a publié une déclaration officielle proclamant qu'« il est illégal et invalide pour tout pays de proclamer des revendications territoriales et de souveraineté sur les îles Xisha et Nansha, ou de prendre des mesures sur cette base. » Le même jour, le vice-ministre Zhang Zhijun a convoqué l'ambassadeur vietnamien pour lui exprimer l'opposition résolue de la Chine et ses vives protestations à l'encontre des initiatives vietnamiennes. Outre ses représentations diplomatiques, la Chine a également pris trois contre-mesures différentes.

Tout d'abord, l'installation de la municipalité de Sansha. Un jour après l'adoption par l'Assemblée nationale du Vietnam de son soi-disant Droit Maritime, la Chine a annoncé l'établissement de la municipalité de Sansha, afin de renforcer l'administration et le développement des îles de Xisha, Zhongsha et Nansha, ainsi que des eaux limitrophes de la mer de Chine méridionale. Le 19 juillet, la Commission Militaire Centrale a approuvé l'installation de la garnison de Sansha. Le 27 novembre, la province de Hainan a modifié les Règlements sur la Gestion de la Défense Côtière et Frontalière et des Affaires de Sécurité, autorisant des unités de sécurité publique à monter à bord des navires aux fins d'inspection ; de retenir ou expulser les ressortissants, et suspendre le voyage ainsi que modifier l'itinéraire de navires étrangers en situation de présence irrégulière dans les eaux sous juridiction de Hainan. La mise en place de la municipalité de Sansha et l'instauration de mécanismes de soutien et de règlements constituaient des contre-mesures, au sens juridique du terme, par rapport à la tentative de Vietnam de renforcer ses revendications sur les îles de Xisha et Nansha, par le truchement de son droit maritime interne.

Deuxièmement, l'appel d'offres pour l'exploration pétrolière en mer de Chine méridionale. Quatre jours après l'instauration par le Vietnam de ce qu'il appelle son droit maritime, la *China National Offshore Oil Corporation* a publié un avis sur l'ouverture de neuf ensembles concernés par l'appel d'offres public en vue d'exploiter conjointement le pétrole et le gaz se trouvant dans une partie de la mer de Chine méridionale. Ces neuf blocs couvrent une superficie de 160 000 kilomètres carrés, près de la *Nine-Dash Line* (la Ligne « en langue de bœuf » ou « en U ») côté chinois. Le Vietnam a affirmé que cette zone est située sur le plateau continental et gêne depuis vingt ans la coopération entre entreprises chinoises et américaines dans la région. Puis, afin de faire preuve de retenue, la Chine a mis en veilleuse son projet de coopération sino-étrangère. Après le départ de la Chine, cependant, le Vietnam a investi cette région pour explorer et forer des puits de pétrole, et a commencé à en extraire. La Chine a remis à l'ordre du jour son appel d'offres internationales pour l'exploration pétrolière et gazière dans la région, ce qui signifie que les Chinois ne toléreront jamais plus de se laisser harceler par le Vietnam dans cette région. Ce geste de la Chine est d'une grande importance stratégique et constitue aussi une puissante contre-mesure, au sens économique, à l'encontre du Vietnam.

Troisièmement, la surveillance accrue dans la mer de Chine méridionale. Aux termes de ce que le Vietnam appelle son droit maritime, les îles chinoises Xisha et Nansha se retrouvent placées sous sa propre « souveraineté » et « compétence » et le Vietnam a déclaré qu'il ferait « respecter la loi » à l'encontre des navires étrangers « envahissant » cette zone. Cinq jours après l'adoption de cette « loi », la Chine a envoyé une flotte de surveillance maritime vers les îles Xisha et Nansha, avec mission de surveillance, après un voyage de 4 500 km. À plusieurs reprises au cours de cette mission, la flotte chinoise a repoussé les navires du gouvernement vietnamien et a ridiculisé aux yeux de l'histoire les dispositions relatives au droit maritime vietnamien.

(C) Représailles à l'encontre des provocations japonaises par rapport aux îles Diaoyu

L'année 2012 a marqué le 40^e anniversaire de la normalisation des relations diplomatiques entre la Chine et le Japon et aurait dû être une occasion importante d'approfondir le développement de relations amicales et de coopération entre ces deux pays. Cependant, les relations bilatérales ont connu de graves rebondissements et voltefaces à cause de la farce délibérément orchestrée autour de l'« achat de l'île » par le Japonais d'extrême-droite Shintaro Ishihara. Parmi les points figurant à son programme, extrémiste de longue date, Ishihara a prôné « l'achat de l'île »

au nom du gouvernement métropolitain de Tokyo. Au lieu d'y mettre un terme, le gouvernement japonais s'est proposé d'« acheter » ces îles. Au lieu d'étouffer dans l'œuf l'initiative d'Ishihara, le gouvernement central japonais, profitant de l'occasion, a tenté de tirer profit de la pression exercée par Ishihara, en en faisant un prétexte pour renforcer les revendications japonaises sur les îles Diaoyu au moyen de la soi-disant « nationalisation » des îles – en violation de l'accord et du consensus destinés à mettre en veilleuse le différend sur les îles Diaoyu, que les deux parties avaient pourtant admis lors du rétablissement des relations diplomatiques sino-japonaises. En réponse, la Chine a lancé une « série de coups de poing » contre la provocation japonaise, et sur plusieurs fronts, dont la diplomatie, le droit, la surveillance maritime et l'application de la loi sur la pêche.

Sur le front diplomatique, le gouvernement chinois a publié une déclaration, le jour même où le Japon mettait en application sa soi-disant « nationalisation » des îles, afin de réfuter l'initiative japonaise à différents niveaux, tant historique et juridique qu'en termes de politique internationale et de relations bilatérales. Ce communiqué affirmait que « le temps n'était plus pour la nation chinoise de se laisser intimider et humilier par d'autres. Le gouvernement chinois ne va pas rester les bras croisés devant cette violation de sa souveraineté territoriale. » La Chine a convoqué à plusieurs reprises l'ambassadeur du Japon en Chine pour lui exprimer son opposition résolue et son vif mécontentement à propos de cette initiative japonaise. Le Japon a envoyé un émissaire spécial aux Nations Unies et devant les grandes puissances mondiales pour tenter d'expliquer qu'il n'existait pas de différend à propos des îles Diaoyu, mais à chacune de ces occasions, la Chine a réfuté les déclarations japonaises, en donnant des indications précises sur litige sino-japonais à propos des îles Diaoyu. La diplomatie japonaise est restée très passive.

Sur le plan juridique, la Chine a indiqué les points de base et de référence des eaux territoriales de l'île Diaoyu et de ses îlots affiliés ; elle a publié une série de coordonnées géographiques de l'île Diaoyu et de ses îlots affiliées, a publié des cartes, des graphiques en 3-D ainsi que des croquis de la région, et présenté au Secrétariat de l'ONU sa Soumission Partielle concernant les Limites Extérieures du plateau continental au-delà de 200 milles marins dans la mer de Chine orientale. Ces documents ont été soumis au Secrétaire général et aux agences des Nations Unies, au nom de l'État chinois. Ces actions en justice ont non seulement renforcé la base juridique interne de la Chine pour exercer sa souveraineté sur les îles Diaoyu, mais lui a également assuré, par le droit international, une couverture aux yeux de l'Organisation des Nations Unies contre les prétentions japonaises sur les îles Diaoyu.

Concernant la surveillance maritime et l'application des lois sur la pêche, la Chine a effectué, suite à la prétendue « nationalisation » de ces îles par le Japon, des patrouilles de routine dans leurs eaux territoriales. Les flottes chinoises de surveillance maritime ont effectué des patrouilles régulières dans la zone de 12 milles marins autour des eaux territoriales des îles Diaoyu ; des avions de surveillance maritime chinois ont volé dans l'espace aérien des îles Diaoyu et des navires mandatés pour faire appliquer les lois sur la pêche ont mené des missions de grande envergure pour protéger les navires de pêche chinois opérant dans les eaux de ces îles.

La contre-attaque de la Chine suite aux initiatives japonaises ne s'est pas limitée au niveau diplomatique et juridique. Plus important encore, la Chine a renforcé sa présence dans les eaux au large des îles Diaoyu et le contrôle de sa fréquentation, mettant ainsi fin au prétendu contrôle exclusif et effectif des îles par le Japon. Désormais, ces deux pays assurent de manière conjointe leur présence dans les eaux au large des îles et l'exercice de leur contrôle. Le Japon y a plus perdu qu'il n'y a gagné, et il doit se mordre les doigts de l'issue de cette confrontation. Mais personne ne peut refaire l'histoire et revenir sur ce qui s'est passé. La morale à en tirer c'est que, si le Japon continue de prendre des initiatives visant à provoquer la Chine sur la question des îles Diaoyu, tout ce qu'il obtiendra sera de fournir à la Chine d'autres occasions de renforcer sa mainmise sur ces îles.

Texte traduit de l'anglais par Dominique Macabies.